

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 04088
Numéro SIREN : 411 105 117
Nom ou dénomination : 123billets

Ce dépôt a été enregistré le 28/06/2019 sous le numéro de dépôt 50650

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 28-06-2019

N° DE DEPOT : 050650

N° GESTION : 1997B04088

N° SIREN : 411105117

DENOMINATION : 123billets

ADRESSE : 68 rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris

MILLESIME : 2018



123billets

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



123billets

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société 123billets,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 123billets relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

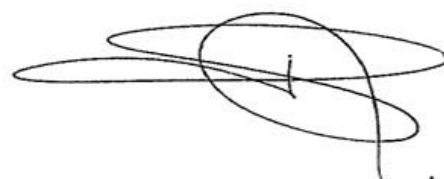
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 18 avril 2019

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Sébastien Huet

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 184		8 184	8 184
Fonds commercial	2 001		2 001	2 001
Autres immobilisations incorporelles	1 180	1 180		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	1 083	261	822	1 039
Autres immobilisations corporelles	57 359	38 735	18 624	13 057
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	22 485		22 485	22 276
ACTIF IMMOBILISE	92 293	40 177	52 116	46 556
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	772 457	106 105	666 352	807 723
Autres créances	11 110 800		11 110 800	18 234 651
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	62 099		62 099	29 471
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	32 229		32 229	12 527
ACTIF CIRCULANT	11 977 585	106 105	11 871 480	19 084 372
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	12 069 878	146 282	11 923 596	19 130 928

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 35 000)	35 000	35 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 500	3 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	122	122
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		80 430
Report à nouveau		6 937 542
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 607 761	2 975 446
Subventions d'investissement		62 389
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 646 384	10 094 430
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		30 000
Provisions pour charges		
PROVISIONS		30 000
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	85 547	80 784
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 845 819	7 517 339
Dettes fiscales et sociales	1 057 954	941 728
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	231 973	368 237
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	55 920	98 409
DETTES	9 277 212	9 006 498
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	11 923 596	19 130 928

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	63 512 779		63 512 779	65 389 768
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	63 512 779		63 512 779	65 389 768
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			62 389	37 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			45 302	270 144
Autres produits			7	10
PRODUITS D'EXPLOITATION			63 620 477	65 696 922
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			56 113 287	57 780 947
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 572 124	1 592 352
Impôts, taxes et versements assimilés			218 095	218 900
Salaires et traitements			1 059 476	889 451
Charges sociales			427 109	361 578
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			6 511	2 971
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			46 042	14 766
Dotations aux provisions				280 000
Autres charges			391 687	226 022
CHARGES D'EXPLOITATION			59 834 331	61 366 988
RESULTAT D'EXPLOITATION			3 786 146	4 329 934
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			83 843	140 133
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			83 843	140 133
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			49	2
Différences négatives de change				6
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			49	8
RESULTAT FINANCIER			83 794	140 125
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			3 869 940	4 470 059

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	479	63
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		633
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	479	696
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-479	-696
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 261 700	1 493 916
TOTAL DES PRODUITS	63 704 320	65 837 055
TOTAL DES CHARGES	61 096 559	62 861 609
BENEFICE OU PERTE	2 607 761	2 975 446

En date du 28 février 2019, la société 123Billets détenue à 100% par la société Hachette Filipacchi Presse a été cédée à la société France Billets SAS.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

en application du code de commerce - art. 9, 11 et 7, 21, 24.

- 1 - Les états de synthèse de notre Société pour 2018 ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du règlement ANC n° 2016-07 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général 1982 dans le respect des textes légaux en vigueur.
- 2 - Les comptes ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices et en présupposant de la continuité de l'Exploitation, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- 3 - Les créances sont comptabilisées à leur valeur d'origine. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.
- 4 - Les fonds de commerces sont évalués à leur coût historique d'acquisition ou leur valeur d'apport, et ils font l'objet le cas échéant d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'usage pour le groupe devient inférieure à leur valeur d'évaluation.
- 5 - Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués à leur coût historique d'acquisition ou leur valeur d'apport, et ils font le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation en fonction de la situation nette de chaque filiale.
- 6 - Honoraires des commissaires aux comptes (Décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008) : L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la société Lagardère SCA.
- 7 - Engagements de retraite : Les engagements de retraite n'ont pas été provisionnés conformément à l'option prévue par la loi. Cependant, le montant des engagements actuariels correspondants à ces indemnités, évalués sur la base des droits acquis à la fin de l'exercice, ressort à 91 866 €.
- 8 - Droit individuel à la formation : Le compte personnel de formation (CPF) remplace depuis le 1^{er} Janvier 2015 le droit individuel à la formation (DIF). Les salariés ne perdent pas leurs heures qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020.
- 9 - Au cours de l'exercice, il n'a été conclu aucune nouvelle convention avec les parties liées au sens de l'article R.123-198 du code du commerce, d'un montant significatif et à des conditions qui n'auraient pas été des conditions normales de marché. Les transferts de provisions sont pris en compte dans la colonne "reprises".
- 10 - Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation; de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement. Pour 2018, le taux du crédit d'impôt équivaut à 6 % de la masse salariale, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC. Plusieurs schémas d'écritures comptables peuvent être utilisés mais 123BILLETS a opté pour la comptabilisation en diminution des charges du personnel.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 110		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 083		
Installations générales, agenc., aménag.	8 377		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	39 447		11 862
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	48 907		11 862
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	22 276		284
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22 276		284
TOTAL GENERAL	87 292		12 146

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		4 744	11 366	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			1 083	
Installations générales, agencements divers			8 377	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		2 326	48 982	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 326	58 442	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		75	22 485	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		75	22 485	
TOTAL GENERAL		7 146	92 293	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 924		4 744	1 180
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	45	217		261
Installations générales, agenc. et aménag. divers	376	838		1 214
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	34 391	5 457	2 326	37 521
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34 812	6 511	2 326	38 997
TOTAL GENERAL	40 736	6 511	7 071	40 177

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES AMORTISSEMENTS

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E= exceptionnel) :

PRINCIPALES CADENCES D'AMORTISSEMENTS

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation	durée
Logiciels	100 %	L 1
Matériel de Bureau et informatique	33,33 %	L 3
Mobilier	10 %	L 10

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	30 000		30 000	
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	30 000		30 000	
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	75 162	46 042	15 098	106 105
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	75 162	46 042	15 098	106 105
TOTAL GENERAL	105 162	46 042	45 098	106 105
Dotations et reprises d'exploitation		46 042	45 098	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	22 485	285	22 200
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	772 457	772 457	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	357		357
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	18 468	18 468	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	249 567	249 567	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	91 300	91 300	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	10 628 225	10 628 225	
Débiteurs divers	122 883	122 883	
Charges constatées d'avance	32 229	32 229	
TOTAL GENERAL	11 937 971	11 915 414	22 557
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	85 547	85 547		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 845 819	7 845 819		
Personnel et comptes rattachés	156 565	156 565		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	228 968	228 968		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	565 380	565 380		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	107 040	107 040		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	231 973	231 973		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	55 920	55 920		
TOTAL GENERAL	9 277 212	9 277 212		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2018
PRODUITS A RECEVOIR		
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
418100	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	76 602,81
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		76 602,81
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		76 602,81
TOTAL GÉNÉRAL		76 602,81

Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		
408100	FOUR.FNP FRANCE (19.6% /REGIE)	7 523 201,12
408114	FOUR.FACT N/PARVENUE INVOICE	13 602,96
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		7 536 804,08
AUTRES DETTES		
419800	RRR A ACCORDER &AVOIRS A ETABLIR	199 906,36
TOTAL AUTRES DETTES		199 906,36
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
428201	DETTES PROV. P/CONGES PAYES	74 456,16
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	82 109,00
438600	ORGANIS.SOCIAUX CHARGES A PAYER	35 892,10
438605	CONT.SOCIALE SOLID. (ORGANIC)	71 644,00
438610	PROV.CHGES SOC. CP SALARIES	34 125,00
448600	ETAT CHARGES A PAYER	86 081,00
448601	TAXE D'APPRENTISSAGE	6 764,32
448602	TAXE FORMATION PROFESSIONNELLE	14 195,06
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		405 266,64
TOTAL CHARGES A PAYER		8 141 977,08
TOTAL GÉNÉRAL		8 141 977,08

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	22 324,61
486104	TICKETS RESTAURANT	9 904,00
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		32 228,61
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
487000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-55 919,68
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-55 919,68

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		32 217	
Autres créances		10 685 193	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 501	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
FONDS DE COMMERCE	2 001	ans
TOTAL	2 001	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	500			70

Ventilation du chiffre d'affaires en
K€

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017	%
PRESTATIONS DIVERSES	63 513		63 513	65 390	-2,87 %
TOTAL	63 513		63 513	65 390	-2,87 %

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	3 869 940	1 261 860	2 608 080
Résultat exceptionnel à court terme	-478	-160	-319
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	3 869 461	1 261 700	2 607 761

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		10 094 430	
Distributions sur résultats antérieurs		9 993 418	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		101 012	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves		80 430	
Variations des subventions d'investissement		62 389	
Variations des provisions réglementées			
Autres variations			3 055 876
Résultat de l'exercice		367 685	
	SOLDE		2 545 372
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			2 646 384

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pension	91 866
Autres engagements donnés	
TOTAL	91 866

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	7	
Employés	5	
Agents de maîtrise et techniciens	2	
Journalistes	2	
Contrat professionnel	1	
TOTAL	17	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
LAGARDERE 4 RUE DE PRESBOURG 75016 PARIS	SCA	799 913 045	100,00 %



Société par actions simplifiée à Associé unique au capital de 35 000 euros
Siège social : 68 rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
411 105 117 RCS Paris

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 14 JUIN 2019**

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2018 faisant apparaître un résultat bénéficiaire de 2 607 761 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et dans les rapports susvisés, et donne quitus au Président pour l'exercice 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'Associé unique constate qu'il n'a pas été réalisé de dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

.../...

TROISIEME DECISION

Affectation du résultat de l'exercice

L'Associé unique, après lecture du rapport de gestion du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice se traduisant par bénéfice de 2 607 761 € de la façon suivante : affectation en totalité au report à nouveau dont le montant se trouverait porté à 2 607 761 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, je vous rappelle que les dividendes mis en distribution et les revenus distribués au titre des trois derniers exercices précédant l'exercice clos ont été les suivants :

Exercice	Dividende total versé	Dividende éligible à l'abattement	Dividende non éligible à l'abattement
2015	-	-	-
2016	2 000 000 €	0 €	2 000 000 €
2017	9 000 000 €	0 €	9 000 000 €



123billets

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



123billets

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société 123billets,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 123billets relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

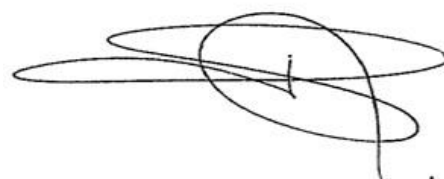
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 18 avril 2019

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Sébastien Huet

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 184		8 184	8 184
Fonds commercial	2 001		2 001	2 001
Autres immobilisations incorporelles	1 180	1 180		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	1 083	261	822	1 039
Autres immobilisations corporelles	57 359	38 735	18 624	13 057
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	22 485		22 485	22 276
ACTIF IMMOBILISE	92 293	40 177	52 116	46 556
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	772 457	106 105	666 352	807 723
Autres créances	11 110 800		11 110 800	18 234 651
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	62 099		62 099	29 471
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	32 229		32 229	12 527
ACTIF CIRCULANT	11 977 585	106 105	11 871 480	19 084 372
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	12 069 878	146 282	11 923 596	19 130 928

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 35 000)	35 000	35 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 500	3 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	122	122
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		80 430
Report à nouveau		6 937 542
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 607 761	2 975 446
Subventions d'investissement		62 389
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 646 384	10 094 430
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		30 000
Provisions pour charges		
PROVISIONS		30 000
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	85 547	80 784
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 845 819	7 517 339
Dettes fiscales et sociales	1 057 954	941 728
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	231 973	368 237
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	55 920	98 409
DETTES	9 277 212	9 006 498
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	11 923 596	19 130 928

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	63 512 779		63 512 779	65 389 768
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	63 512 779		63 512 779	65 389 768
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			62 389	37 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			45 302	270 144
Autres produits			7	10
PRODUITS D'EXPLOITATION			63 620 477	65 696 922
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			56 113 287	57 780 947
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 572 124	1 592 352
Impôts, taxes et versements assimilés			218 095	218 900
Salaires et traitements			1 059 476	889 451
Charges sociales			427 109	361 578
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			6 511	2 971
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			46 042	14 766
Dotations aux provisions				280 000
Autres charges			391 687	226 022
CHARGES D'EXPLOITATION			59 834 331	61 366 988
RESULTAT D'EXPLOITATION			3 786 146	4 329 934
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			83 843	140 133
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			83 843	140 133
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			49	2
Différences négatives de change				6
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			49	8
RESULTAT FINANCIER			83 794	140 125
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			3 869 940	4 470 059

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	479	63
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		633
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	479	696
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-479	-696
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 261 700	1 493 916
TOTAL DES PRODUITS	63 704 320	65 837 055
TOTAL DES CHARGES	61 096 559	62 861 609
BENEFICE OU PERTE	2 607 761	2 975 446

En date du 28 février 2019, la société 123Billets détenue à 100% par la société Hachette Filipacchi Presse a été cédée à la société France Billets SAS.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

en application du code de commerce - art. 9, 11 et 7, 21, 24.

- 1 - Les états de synthèse de notre Société pour 2018 ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du règlement ANC n° 2016-07 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général 1982 dans le respect des textes légaux en vigueur.
- 2 - Les comptes ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices et en présupposant de la continuité de l'Exploitation, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- 3 - Les créances sont comptabilisées à leur valeur d'origine. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.
- 4 - Les fonds de commerces sont évalués à leur coût historique d'acquisition ou leur valeur d'apport, et ils font l'objet le cas échéant d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'usage pour le groupe devient inférieure à leur valeur d'évaluation.
- 5 - Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués à leur coût historique d'acquisition ou leur valeur d'apport, et ils font le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation en fonction de la situation nette de chaque filiale.
- 6 - Honoraires des commissaires aux comptes (Décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008) : L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la société Lagardère SCA.
- 7 - Engagements de retraite : Les engagements de retraite n'ont pas été provisionnés conformément à l'option prévue par la loi. Cependant, le montant des engagements actuariels correspondants à ces indemnités, évalués sur la base des droits acquis à la fin de l'exercice, ressort à 91 866 €.
- 8 - Droit individuel à la formation : Le compte personnel de formation (CPF) remplace depuis le 1^{er} Janvier 2015 le droit individuel à la formation (DIF). Les salariés ne perdent pas leurs heures qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020.
- 9 - Au cours de l'exercice, il n'a été conclu aucune nouvelle convention avec les parties liées au sens de l'article R.123-198 du code du commerce, d'un montant significatif et à des conditions qui n'auraient pas été des conditions normales de marché. Les transferts de provisions sont pris en compte dans la colonne "reprises".
- 10 - Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation; de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement. Pour 2018, le taux du crédit d'impôt équivaut à 6 % de la masse salariale, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC. Plusieurs schémas d'écritures comptables peuvent être utilisés mais 123BILLETS a opté pour la comptabilisation en diminution des charges du personnel.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 110		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 083		
Installations générales, agenc., aménag.	8 377		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	39 447		11 862
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	48 907		11 862
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	22 276		284
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22 276		284
TOTAL GENERAL	87 292		12 146

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		4 744	11 366	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			1 083	
Installations générales, agencements divers			8 377	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		2 326	48 982	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 326	58 442	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		75	22 485	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		75	22 485	
TOTAL GENERAL		7 146	92 293	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 924		4 744	1 180
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	45	217		261
Installations générales, agenc. et aménag. divers	376	838		1 214
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	34 391	5 457	2 326	37 521
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34 812	6 511	2 326	38 997
TOTAL GENERAL	40 736	6 511	7 071	40 177

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES AMORTISSEMENTS

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E= exceptionnel) :

PRINCIPALES CADENCES D'AMORTISSEMENTS

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation	durée
Logiciels	100 %	L 1
Matériel de Bureau et informatique	33,33 %	L 3
Mobilier	10 %	L 10

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	30 000		30 000	
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	30 000		30 000	
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	75 162	46 042	15 098	106 105
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	75 162	46 042	15 098	106 105
TOTAL GENERAL	105 162	46 042	45 098	106 105
Dotations et reprises d'exploitation		46 042	45 098	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	22 485	285	22 200
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	772 457	772 457	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	357		357
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	18 468	18 468	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	249 567	249 567	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	91 300	91 300	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	10 628 225	10 628 225	
Débiteurs divers	122 883	122 883	
Charges constatées d'avance	32 229	32 229	
TOTAL GENERAL	11 937 971	11 915 414	22 557
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	85 547	85 547		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 845 819	7 845 819		
Personnel et comptes rattachés	156 565	156 565		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	228 968	228 968		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	565 380	565 380		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	107 040	107 040		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	231 973	231 973		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	55 920	55 920		
TOTAL GENERAL	9 277 212	9 277 212		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2018
PRODUITS A RECEVOIR		
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
418100	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	76 602,81
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		76 602,81
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		76 602,81
TOTAL GÉNÉRAL		76 602,81

Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		
408100	FOUR.FNP FRANCE (19.6% /REGIE)	7 523 201,12
408114	FOUR.FACT N/PARVENUE INVOICE	13 602,96
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		7 536 804,08
AUTRES DETTES		
419800	RRR A ACCORDER & AVOIRS A ETABLIR	199 906,36
TOTAL AUTRES DETTES		199 906,36
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
428201	DETTES PROV. P/CONGES PAYES	74 456,16
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	82 109,00
438600	ORGANIS.SOCIAUX CHARGES A PAYER	35 892,10
438605	CONT.SOCIALE SOLID. (ORGANIC)	71 644,00
438610	PROV.CHGES SOC. CP SALARIES	34 125,00
448600	ETAT CHARGES A PAYER	86 081,00
448601	TAXE D'APPRENTISSAGE	6 764,32
448602	TAXE FORMATION PROFESSIONNELLE	14 195,06
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		405 266,64
TOTAL CHARGES A PAYER		8 141 977,08
TOTAL GÉNÉRAL		8 141 977,08

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	22 324,61
486104	TICKETS RESTAURANT	9 904,00
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		32 228,61
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
487000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-55 919,68
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-55 919,68

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		32 217	
Autres créances		10 685 193	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 501	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
FONDS DE COMMERCE	2 001	ans
TOTAL	2 001	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	500			70

Ventilation du chiffre d'affaires en
K€

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017	%
PRESTATIONS DIVERSES	63 513		63 513	65 390	-2,87 %
TOTAL	63 513		63 513	65 390	-2,87 %

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	3 869 940	1 261 860	2 608 080
Résultat exceptionnel à court terme	-478	-160	-319
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	3 869 461	1 261 700	2 607 761

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		10 094 430	
Distributions sur résultats antérieurs		9 993 418	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		101 012	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves		80 430	
Variations des subventions d'investissement		62 389	
Variations des provisions réglementées			
Autres variations			3 055 876
Résultat de l'exercice		367 685	
	SOLDE		2 545 372
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			2 646 384

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pension	91 866
Autres engagements donnés	
TOTAL	91 866

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	7	
Employés	5	
Agents de maîtrise et techniciens	2	
Journalistes	2	
Contrat professionnel	1	
TOTAL	17	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
LAGARDERE 4 RUE DE PRESBOURG 75016 PARIS	SCA	799 913 045	100,00 %